

Paris, le 21 mai 2013

**Aux Secrétaires des Unions Départementales,
Aux Secrétaires des Fédérations,
Aux membres des CESER.**

Circulaire n° 84-2013
Secteurs : **Economique**

« Transition énergétique » : vers quoi ?

Cher(e)s Camarades,

Lors de la « *conférence environnementale* » de septembre 2012¹, le Président de la République et le gouvernement ont décidé d'organiser un « *débat national sur la transition énergétique* ».

Comme nous l'indiquions dans les circulaires précédentes², le débat couvre la période allant de décembre 2012 à juillet 2013.

A quelques jours de la fin des travaux, la conclusion du gouvernement semble être : « *On ne sait pas trop où on va, mais l'important c'est d'y aller* » !

Dès l'origine, FORCE OUVRIERE a indiqué au gouvernement l'importance de prendre le temps de la concertation et de ne pas enfermer le débat dans des considérations dogmatiques et politiciennes (en particulier sur le nucléaire).

Depuis la première réunion du « *Conseil national du débat* » le 13 décembre 2012, une vingtaine de réunions ont eu lieu. FORCE OUVRIERE y est représentée par Jacky Chorin, secrétaire fédéral FNEM-FO, Valérie Gervais puis Alain Misse, pour l'AFOC, Yves Giquel, assistant confédéral, et Pascal Pavageau, secrétaire confédéral.

¹ Circulaires n°89 du 18 juin et n°134 du 21 septembre 2012

² Circulaires n°193 du 4 décembre et n°206 du 18 décembre 2012

Comme FORCE OUVRIERE l'avait indiqué au gouvernement, celui-ci a créé beaucoup trop d'instances : outre le « *conseil national du débat* » précité et ses nombreux groupes de travail, il y a un « *comité de pilotage* », un « *comité des experts* », un « *comité citoyen* », un « *groupe de contact des collectivités* » rassemblant les associations nationales d'élus locaux, un « *groupe de contact des entreprises de l'énergie* » et des « *réunions du débat en régions* ».

Au final, c'est véritablement une « usine à gaz » qui a conduit à une belle cacophonie et qui se traduit par l'impossibilité pour le gouvernement de dégager des premières orientations. Pour l'instant, sur un plan énergétique, le bilan de ce débat est contre-productif : beaucoup d'énergie dépensée pour brasser du vent.

Sur le fond, les sujets ouverts seront nombreux et en connexion avec des problématiques sociales importantes (enjeux en termes d'emplois et de conditions de travail en particulier). Les positions exprimées par les associations environnementales, d'autres associations, des élus locaux et des parlementaires et une organisation syndicale (la CFDT) sont sans équivoque : logique de décroissance / « sobriété », synonyme de rigueur / volonté d'arrêter des productions industrielles et énergétiques (pas uniquement nucléaire) / remise en cause de filières / suppressions de « métiers » jugés « polluants » et préparation à des reconversions / etc.

FORCE OUVRIERE n'a pas ménagé son énergie en intervenant fortement durant tous les débats afin de contrer les orientations de « décroissance » et pour donner ses positions et revendications. **Celles-ci sont détaillées dans l'annexe à cette circulaire.**

Pour définir cette position, la confédération a associé les Fédérations concernées durant toute la durée de ces débats, en y intégrant les revendications déjà exprimées.

Le débat devant se terminer prochainement, FORCE OUVRIERE réagira ensuite officiellement aux préconisations qui seront établies (n'engageant évidemment pas les organisations ayant participé aux travaux) et, surtout, sur le projet de « *loi de programmation énergétique* » que le gouvernement devrait déposer à l'automne, au moment de la conférence environnementale.

Il est déjà clair que les suites qui seront données par le gouvernement et le parlement à ce débat national nécessiteront de notre part une grande vigilance : de nombreuses positions exprimées depuis décembre 2012 attaquent les activités industrielles, certaines productions énergétiques et, du même coup, les salariés et les emplois concernés.

Sans définir sur un plan énergétique la destination précise de cette « transition », ce débat aura surtout servi pour que de nombreux acteurs portent un objectif de transformation vers un modèle économique et social de « décroissance ». Ce que FORCE OUVRIERE combat et combattra... énergiquement !

Avec toutes nos amitiés syndicalistes,

Pascal Pavageau
Secrétaire confédéral

Jean-Claude Mailly
Secrétaire général